



Fiches Thématiques

France



Échanges extérieurs

Au quatrième trimestre de 2006, les exportations de biens et services ont progressé de 1,2 % après avoir reculé de 1,3 % au trimestre précédent. La hausse sur l'ensemble de l'année 2006 s'élève à 6,2 %, soit une accélération de 3 points par rapport à 2005 (+3,2 %). Les exportations ont notamment profité du dynamisme de la demande adressée à la France en 2006 (+9,2 %). Les exportations de la France devraient croître sur un rythme modéré début 2007 ; leur fléchissement serait amplifié au premier trimestre par une correction affectant les exportations énergétiques (+0,3 %).

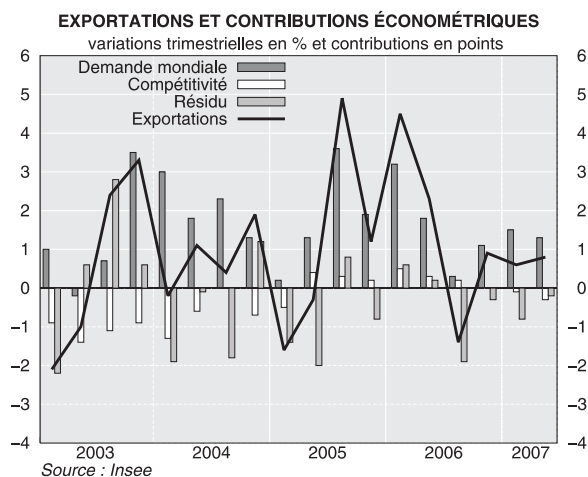
Les importations de biens et services ont perdu de leur dynamisme en deuxième partie d'année 2006, avec un recul au troisième trimestre (-0,6 %) largement lié à un retour à la normale des importations de téléphonie mobile, exceptionnellement fortes au premier semestre, mais aussi une quasi-stagnation au quatrième (+0,3 %). Sur l'ensemble de l'année 2006, les importations auront tout de même progressé de 7,1 %, après 6,4 % en 2005. La consommation des ménages, principal moteur de cette croissance, devrait continuer de tirer la demande de la France en produits étrangers au cours des deux premiers trimestres de l'année 2007. Néanmoins, sans reprise marquée de l'investissement des entreprises, la croissance des importations resterait contenue au cours du premier semestre de 2007 : elle s'établirait à +0,8 % au premier trimestre et à +1,1 % au deuxième.

Des exportations qui évoluent sur un rythme modéré

Au quatrième trimestre de 2006, les exportations de produits manufacturés se sont redressées (+0,9 %), contribuant significativement au rebond des ventes de l'ensemble des biens et services (+1,2 %). La progression soutenue de la demande mondiale tout au long de l'année, portée notamment par une demande allemande nettement plus vigoureuse qu'en 2005, en est la raison principale (cf. graphiques 1 et 2). Parallèlement, le taux de change effectif réel de la France, qui s'est stabilisé au quatrième trimestre de 2006, ne semble pas avoir pesé sur les ventes à l'étranger : son impact aurait été neutre au quatrième trimestre et même positif sur l'ensemble de l'année 2006, du fait des effets retardés de la dépréciation du taux de

change effectif au cours de l'année 2005. Au premier semestre de 2007, la demande étrangère adressée à la France devrait progresser à un rythme modéré, soutenue notamment par le dynamisme persistant de la demande en provenance d'Espagne (deuxième partenaire commercial de la France, après l'Allemagne) et la reprise des importations des États-Unis. Cependant, du fait de la poursuite de l'effritement des parts de marché de la France et des effets décalés de l'appréciation du taux de change effectif réel sur l'ensemble de l'année 2006, la croissance des exportations de produits manufacturés s'infléchirait légèrement au premier trimestre de 2007 (+0,6 %) et augmenterait modérément au second trimestre (+0,8 %). L'acquis de croissance pour l'année 2007 s'établirait ainsi à +1,7 %.

La hausse des exportations de biens au quatrième trimestre de 2006 concerne aussi les produits agricoles, agroalimentaires et énergétiques. Pour ces



Note de lecture :

La courbe représente la croissance trimestrielle des exportations de produits manufacturés. Celle-ci est modélisée par une relation économétrique faisant intervenir la demande mondiale et le taux de change effectif réel (compétitivité). Les barres représentent les contributions de chacune de ces variables, ainsi que celle du résidu de l'équation économétrique, à ce taux de croissance. Par exemple, au deuxième trimestre de 2006, les exportations de produits manufacturés ont progressé de 2,3 % ; la demande mondiale explique 1,6 point de cette hausse et le taux de change effectif réel 0,3 point. La contribution du résidu s'élève à 0,4 point.

NB : la contribution positive puis négative du résidu aux premier et troisième trimestres de 2006 s'explique en partie par des fluctuations tout à fait exceptionnelles des exportations de téléphones portables.

Prévision de croissance des échanges extérieurs aux prix de 2000

évolution en %

	Évolutions trimestrielles										Évolutions annuelles		
	2005				2006				2007		2005	2006	2007 acquis
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.			
Importations													
Ensemble des biens et services	0,9	0,9	2,6	3,2	0,9	3,2	-0,6	0,3	0,8	1,1	6,4	7,1	2,4
Produits manufacturés	0,8	1,0	3,3	4,6	1,0	4,5	-0,9	-0,4	1,5	1,4	7,3	9,4	3,0
Exportations													
Ensemble des biens et services	-0,6	0,3	3,5	0,7	3,0	1,4	-1,3	1,2	0,3	0,6	3,2	6,2	1,4
Produits manufacturés	-1,6	-0,3	4,9	1,2	4,5	2,3	-0,9	0,9	0,6	0,8	2,7	9,2	1,7

Prévision

derniers, la hausse spectaculaire du quatrième trimestre (+12,8 %) laisse présager une correction à la baisse pour les trimestres à venir. Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires, beaucoup moins volatiles, progressent de manière assez régulière depuis deux ans. La baisse enregistrée au deuxième trimestre de 2006 est en effet attribuable à des facteurs exceptionnels (crise de la grippe aviaire). En l'absence d'une nouvelle crise de cette ampleur, les ventes poursuivraient leur progression sur un rythme proche de la tendance récente (soit +1,0 % en moyenne par trimestre).

Du côté des exportations de services, la tendance est clairement orientée à la baisse depuis un an (-5,0 % en 2006). Ce repli, qui touche l'ensemble des secteurs hormis les services de transport, est dû pour plus de la moitié au recul des exportations de services aux entreprises. Comme l'indiquent notamment les dernières enquêtes de conjoncture, cette baisse se poursuivrait dans les trimestres à venir, mais serait moins marquée que précédemment.

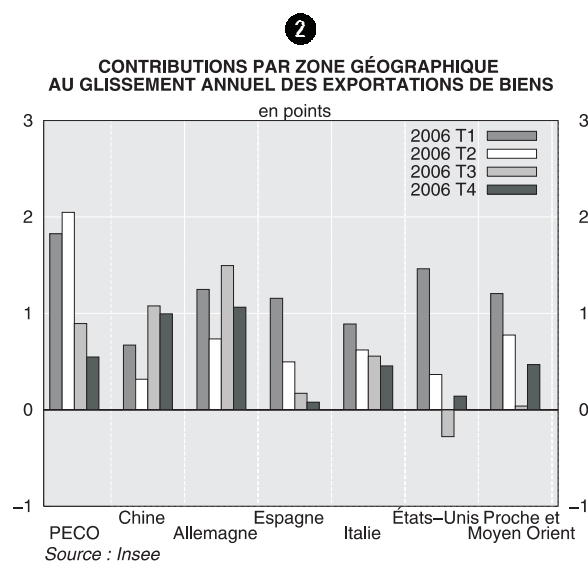
Au total, les exportations de l'ensemble des biens et services progresseraient modérément, de +0,3 % au premier trimestre de 2007 et de +0,6 % au second. L'acquis de croissance pour 2007 s'éleverait ainsi à +1,4 %.

Redressement attendu des importations au premier semestre de 2007

Les importations de biens et services ont stagné au quatrième trimestre de 2006 (+0,3 %) après avoir reculé au trimestre précédent (-0,6 %), du fait notamment d'une correction à la baisse des importations de téléphonie mobile, exceptionnellement fortes au premier semestre⁽¹⁾. Les achats de produits manufacturés ont à nouveau baissé au quatrième trimestre (-0,4 %), en lien avec la pause de l'investissement des entreprises en produits manufacturés (-0,2 %). Une reprise des importations de produits manufacturés semble néanmoins se dessiner au premier trimestre de 2007. En effet, la demande adressée par la France à l'étranger serait soutenue en raison notamment d'une consommation des ménages toujours dynamique, de la croissance des exportations et d'une reprise, même légère, de l'investissement manufacturier des entreprises (cf. graphiques 3 et 4). De plus, au premier trimestre de 2007, la compétitivité-prix des importations françaises poursuivrait sa baisse tendancielle (les prix de production croissent systématiquement plus vite que les prix d'importations depuis 2001). Enfin, comme le suggèrent les enquêtes de conjoncture de janvier et de février, les stocks de produits finis et de biens intermédiaires semblent s'être allégés sensiblement sur la période récente. Les conditions sont donc réunies pour que la croissance des importations de produits manufacturés se redresse en début d'année 2007 et reste assez soutenue par la suite : la progression serait de l'ordre de +1,5 % au premier trimestre de 2007 et de +1,4 % au second, portant l'acquis de croissance pour l'année 2007 à +3,0 %.

Hors produits manufacturés, les importations seraient en baisse en début d'année : après une progression exceptionnelle de 7,7 % au dernier trimestre de 2006, les importations de produits énergétiques reculeraient au premier trimestre de

(1) Des évolutions de même nature sont également visibles sur les exportations.



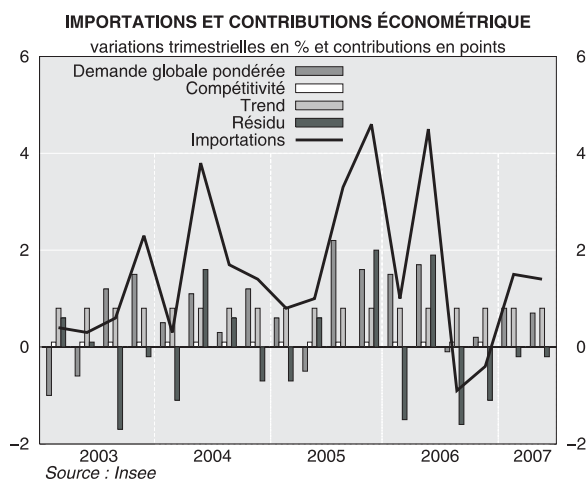
2007. Elles retrouveraient ensuite un rythme de croissance plus conforme à la tendance récente. Par ailleurs, les importations de produits agricoles et agroalimentaires stagneraient au premier trimestre (+0,0 %), comme le suggèrent les dernières enquêtes de conjoncture, et retrouveraient ensuite un rythme de croissance plus habituel (de l'ordre de +1,0 %).

Les importations de services ont progressé sur l'ensemble de l'année 2006 (+4,6 %), tirées par le secteur des services financiers. Depuis le deuxième trimestre de 2006, une baisse des importations de services s'est néanmoins amorcée, sous l'effet d'un brusque recul des achats de services de transport (-2,1 % en moyenne depuis le deuxième trimestre de 2006). Comme le laissent attendre les chiffres disponibles de la balance des paiements, cette baisse se poursuivrait en début d'année 2007 (-1,5 %). Au deuxième trimestre, les importations de services retrouveraient un rythme de croissance plus conforme aux évolutions récentes (-0,1 %).

Dans ces conditions, la croissance des importations de l'ensemble des biens et services s'établirait à +0,8 % au premier trimestre de 2007 et à +1,1 % au deuxième. L'acquis de croissance pour 2007 serait de l'ordre de +2,4 %.

Au total, sur l'ensemble de l'année 2006, les échanges extérieurs ont continué de peser sur la croissance du produit intérieur brut, mais moins fortement que les années antérieures (-0,4 point après -0,9 en 2005). Au premier semestre de 2007, la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB demeurerait négative, à -0,2 % par trimestre. ■

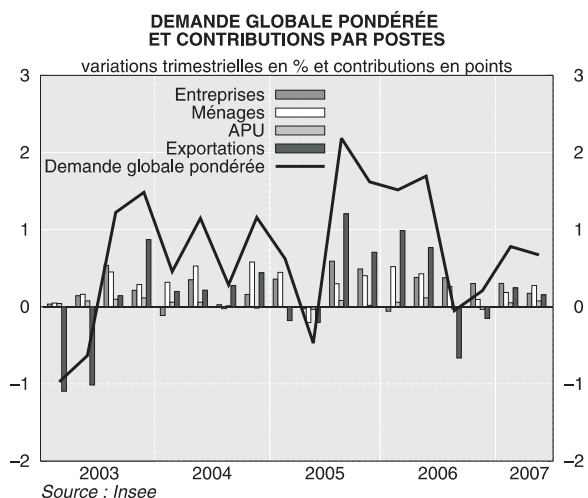
3



Note de lecture :

La courbe représente la croissance trimestrielle des importations de produits manufacturés. Celle-ci est modélisée par une relation économétrique faisant intervenir la demande adressée par la France à l'étranger, un indicateur de compétitivité-prix à l'importation et une tendance temporelle (trend). Les barres représentent les contributions de chacune de ces variables, ainsi que celle du résidu de l'équation économétrique, à ce taux de croissance. Par exemple, au troisième trimestre de 2005, les importations de produits manufacturés ont progressé de 3,3 % ; la demande adressée par la France à l'étranger explique 2,3 points de cette hausse, l'indicateur de compétitivité-prix à l'importation 0,2 point et la tendance temporelle 0,8 point. La contribution du résidu est nulle pour ce trimestre.

4



Éléments du compte des administrations publiques

En 2006, les recettes des impôts perçus par les administrations publiques⁽¹⁾ ont augmenté sur le même rythme qu'en 2005 (+5,4 %). Les recettes d'impôts courants sur le revenu et le patrimoine ont été plus dynamiques que l'année précédente (+9,3 % après +6,2 %), notamment celles de l'impôt sur les sociétés (IS). Cependant, ce dynamisme a été contrebalancé par des rentrées légèrement moins vigoureuses de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) totale grevant les produits (+4,6 % après +5,2 %). En outre, les rentrées d'impôts sur les salaires et la main-d'œuvre ont ralenti (+1,8 % après +8,8 %) et les recettes des autres impôts liés à la production ont reculé (essentiellement la taxe professionnelle, avec -0,6 % après +5,6 %).

Au premier semestre de 2007, les recettes des administrations publiques seraient quasi stables (+0,3 %). Les recettes d'impôts courants sur le revenu et le patrimoine diminueraient (-1,6 %) après une augmentation au second semestre de 2006 (+6,2 %), en lien notamment avec la réforme du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP). Les impôts sur la production et les importations auraient de leur côté une croissance modérée.

En 2006, ralentissement des recettes des impôts sur la production...

Les impôts sur la production et les importations ont été un peu moins dynamiques en 2006 qu'en 2005 avec un taux de croissance de +3,1 % (après +4,8 % en 2005).

Les recettes de TVA, qui constituent la moitié de ces impôts, ont certes crû de nouveau fortement (+4,6 % après +5,2 % en 2005), en ligne avec des consommations finales toujours dynamiques. Les impôts spécifiques sur les produits⁽²⁾ ont de leur côté légèrement accéléré (+3,5 % après +2,5 % en 2005).

Néanmoins, les recettes des impôts sur les salaires et la main-d'œuvre ont décéléré en 2006 à +1,8 %, après une hausse de 8,8 % en 2005. Ce ralentissement résulte, en premier lieu, d'une baisse des taux de l'Assurance Garantie Salaire (AGS) au 1er janvier 2006 (0,25 % après 0,35 %) et au 1er juillet (0,15 % après 0,25 %). Il est dû, en

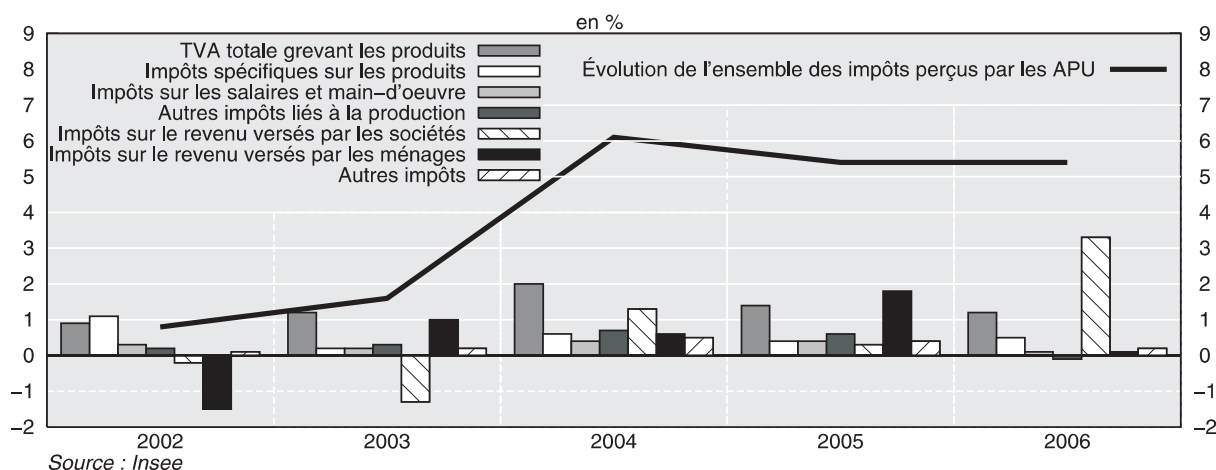
(1) Les recettes fiscales regroupent :

- les impôts sur la production et les importations, tels que la TVA, la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), la taxe professionnelle, la taxe foncière,
- les impôts sur le revenu et le patrimoine des sociétés et des ménages,
- les impôts en capital, soit essentiellement les droits de mutation et de succession.

(2) Ces impôts contiennent notamment la TIPP, la taxe sur les tabacs et les produits de l'enregistrement de mutations.

1

CONTRIBUTION DES PRINCIPAUX IMPÔTS



Impôts perçus par les administrations publiques ⁽¹⁾

(poids correspondant à l'année 2005)

	Moyennes semestrielles (évolution en %)					Niveaux en milliards d'euros			Moyennes annuelles (évolution en %)		
	2005		2006		2007	2004	2005	2006	2004	2005	2006
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.						
Impôts sur la production et les importations (56,6 %)	2,2	1,8	1,6	1,0	1,8	253,7	265,9	274,0	6,3	4,8	3,1
TVA totale grevant les produits (26,2 %)	2,3	2,6	2,6	1,3	1,3	117,1	123,1	128,8	7,6	5,2	4,6
Impôts spécifiques sur les produits (14,7 %)	0,9	1,5	1,9	1,6	2,5	67,1	68,8	71,2	3,8	2,5	3,5
Impôts sur les salaires et main-d'œuvre (4,4 %)	2,3	1,2	1,6	-0,8	2,9	18,8	20,5	20,8	8,7	8,8	1,8
Autres impôts liés à la production (11,3 %)	3,7	0,8	-1,0	0,0	1,7	50,4	53,2	52,9	5,8	5,6	-0,6
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (41,5 %)	4,6	2,5	4,7	6,2	-1,6	183,3	194,7	212,8	5,3	6,2	9,3
Impôts sur le revenu versés par les sociétés (8,4 %)	-9,4	26,8	-7,8	70,6	-19,0	38,2	39,5	55,0	17,3	3,4	39,4
Impôts sur le revenu versés par les ménages (29,2 %) ⁽²⁾	8,0	-3,9	8,2	-10,7	6,9	129,3	137,3	137,8	2,1	6,2	0,3
Autres impôts sur le revenu et le patrimoine (3,4 %)	7,9	5,0	8,9	-3,9	6,8	14,7	15,9	17,4	6,0	8,6	9,4
Impôts en capital (1,9 %)	5,2	5,2	-10,5	1,1	3,8	8,6	9,0	8,3	16,8	4,1	-7,8
Total des impôts perçus par les APU	3,3	2,2	2,7	3,2	0,3	445,7	469,6	495,1	6,1	5,4	5,4

Prévision

Les impôts sont classés et évalués ici selon les conventions de la Comptabilité nationale.

(1) Centrales, locales et de sécurité sociale.

(2) Recouvrant notamment l'impôt sur le revenu proprement dit (IRPP) et la CSG.

N.B. : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2005.

N.B. : certaines données comme la TVA totale grevant les produits et les impôts spécifiques sur les produits sont corrigées des jours ouvrables, ce qui a un effet sur les données annuelles.

N.B. : les chiffres présentés ici pour les impôts sur le revenu versés par les ménages et par les sociétés sont y compris retraitement comptable de l'avoir fiscal : ceci explique le fort gonflement de l'impôt versé par les sociétés et la forte baisse de l'impôt sur le revenu versé par les ménages (cf. encadré de la Note de conjoncture de juin 2006).

Source : Insee

second lieu, à la fin de la montée en charge de la contribution de solidarité instaurée au 1^{er} juillet 2004.

Enfin, les autres impôts liés à la production⁽³⁾, perçus essentiellement au profit des collectivités locales⁽⁴⁾, ont également nettement ralenti à -0,6 % après une hausse de 5,6 % en 2005, du fait de la mesure de dégrèvement de taxe professionnelle des investissements nouveaux, décidée en 2004 et dont l'effet se fait sentir en 2006.

... mais accélération des recettes des impôts courants

Après une croissance de 6,2 % en 2005, les recettes des impôts courants sur le revenu et le patrimoine ont augmenté de 9,3 % en 2006. Les recettes d'impôts sur le revenu versés par les ménages au sens de la comptabilité nationale se sont stabilisées à 0,3 % en 2006 après une augmentation de 6,2 % en 2005. Cet écart de croissance, purement comptable, est lié au mode d'enregistrement de l'avoir fiscal par la comptabilité nationale⁽⁵⁾ (cf. Note de conjoncture de juin 2006, encadré page 82). Hors cet effet comptable, les impôts sur le revenu versés par les ménages sont restés dynamiques en 2006, du fait de la hausse du revenu des ménages en 2005 et de la fiscalisation des plans d'épargne logement (PEL) de plus de 10 ans qui augmente les recettes de contribution sociale

généralisée (CSG) perçues sur les revenus de patrimoine et de placement.

Les autres impôts sur le revenu et le patrimoine ont continué d'accélérer en 2006 (+9,4 % après +8,6 % en 2005), avec notamment des recettes de taxe d'habitation et d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) toujours très dynamiques.

Les recettes des impôts sur le revenu versés par les sociétés, tels qu'enregistrées par la comptabilité nationale, ont augmenté très fortement en 2006, compte tenu du traitement comptable de l'avoir fiscal⁽⁶⁾. Hors cet effet comptable, les recettes d'impôts sur le revenu versés par les sociétés ont toutefois aussi accéléré nettement. Cette augmentation résulte du gonflement des bénéfices des sociétés, notamment financières, et de la poursuite de la réforme du régime des acomptes de l'impôt sur les sociétés (IS) qui accroît le montant du dernier acompte versé en décembre.

(3) Ces impôts comprennent essentiellement la taxe professionnelle et la taxe foncière.

(4) La taxe d'habitation des ménages est enregistrée dans les autres impôts sur le revenu et le patrimoine.

(5) Le traitement de l'avoir fiscal par la comptabilité nationale est quasi neutre au niveau du total des impôts courants sur le revenu et le patrimoine et donc des recettes des administrations publiques.

(6) Comme précisé précédemment, le traitement de l'avoir fiscal par la comptabilité nationale est quasi neutre au niveau des recettes des administrations publiques.

À l'inverse, les impôts en capital, constitués principalement des droits de succession et droits de donation, ont fortement diminué en 2006 (-7,8 %, après +4,1 % en 2005 et surtout +16,8 % en 2004). Cette baisse importante est due à la disparition au 31 décembre 2005 des mesures exceptionnelles favorisant les donations⁽⁷⁾.

Des recettes fiscales stables au premier semestre de 2007

Les recettes fiscales des administrations publiques se stabiliseraient en première partie d'année 2007 (+0,3 % de progression en moyenne semestrielle). Cette stabilisation serait le résultat de deux mouvements opposés. D'un côté, les impôts sur la production et les importations accéléreraient légèrement (+1,8 % au premier semestre de 2007 après +1,0 % au second semestre de 2006). De l'autre, les recettes des impôts courants sur le revenu et le patrimoine se replieraient à -1,6 % au premier semestre de 2007, après +6,2 % sur les six mois précédents.

L'augmentation des impôts sur la production et les importations concernerait les impôts spécifiques sur les produits (+2,5 % après +1,6 %) ainsi que les autres impôts liés à la production (+1,7 % après +0,0 %). De plus, les impôts sur les salaires et la main-d'œuvre accéléreraient à +2,9 % après la baisse du second semestre de 2006 (-0,8 %) liée à la diminution des taux de l'AGS. Enfin, les recettes de TVA totale grevant les produits conserveraient leur dynamique (+1,3 % au premier semestre de 2007 comme au second semestre de 2006).

De leur côté, les recettes d'impôts sur le revenu versés par les ménages augmenteraient sensiblement au premier semestre de 2007 du fait du traitement comptable de l'avoir fiscal. Mais hors cet effet comptable, elles se stabiliseraient presque, en raison essentiellement de l'évolution de l'IRPP⁽⁸⁾. En effet, l'impact de la refonte du barème de l'impôt sur le revenu se ferait sentir dès le début de l'année 2007. Plus marginalement, les recettes des autres impôts sur le revenu et le patrimoine accéléreraient à +6,8 %, revenant ainsi sur des niveaux plus standards qu'en milieu d'année 2006.

Enfin, le repli des recettes d'impôts courants sur le revenu et le patrimoine serait notamment imputable aux moindres recettes d'impôts sur le revenu versés par les sociétés. Hors effet comptable lié à la suppression de l'avoir fiscal, les impôts sur le revenu versés par les sociétés diminueraient tout de même nettement en raison d'une baisse importante des rentrées d'IS. En effet, la poursuite de la réforme du régime d'acomptes intervenue en décembre 2006 diminue d'autant le solde attendu de l'IS au premier semestre de 2007.

Au total, l'acquis de croissance pour les impôts perçus par les administrations publiques serait de +1,9 % à la mi-2007. ■

(7) Les donations consenties en pleine propriété entre le 25 septembre 2003 et le 31 décembre 2005 ont bénéficié d'une réduction de droits de 50 %.

(8) Les ménages bénéficieront également de la revalorisation de la prime pour l'emploi (PPE) en 2007, mais son impact interviendrait surtout au second semestre.

Prix à la consommation

En moyenne sur l'année 2006, l'inflation d'ensemble s'est établie à 1,6 %, après 1,8 % en 2005 : le relèvement de l'inflation sous-jacente (1,2 % en 2006 contre 1,0 % en 2005) a été plus que compensé par l'infléchissement de l'inflation énergétique.

D'octobre à décembre 2006, l'inflation a progressé de 1,1 % à 1,5 % sous l'effet conjugué d'une remontée de l'inflation énergétique et d'une évolution moins négative des prix des produits manufacturés. Dans le sillage des hausses inhabituelles des prix des télécommunications et des prix des automobiles, l'inflation sous-jacente s'est également redressée, passant de 1,2 % à 1,4 % sur la même période.

D'ici juin 2007, le profil de l'inflation devrait de nouveau être dicté par celui des prix énergétiques. Sous l'hypothèse d'un prix du baril de Brent à 55 dollars et d'un taux de change de 1,30 dollar pour un euro en moyenne sur le premier semestre de 2007, le glissement annuel des prix de l'énergie baisserait de plus de 4,0 % et l'inflation passerait de 1,5 % en décembre 2006 à 0,9 % en juin 2007. De son côté, l'inflation sous-jacente se stabiliserait autour de 1,4 % jusqu'à la fin du premier semestre.

Les prix de l'énergie seraient beaucoup plus bas que début 2006

Après une baisse accentuée des prix des produits énergétiques au troisième trimestre de 2006, l'inflation de l'énergie s'est redressée au quatrième trimestre sous l'impulsion de la remontée du prix du baril de Brent. Elle est passée de -2,1 % en octobre à +1,7 % en décembre 2006.

La diminution du prix du Brent en janvier 2007, ainsi que la forte hausse au début de l'année dernière ont conduit à un retournement de l'inflation énergétique. L'augmentation des marges de raffinage et la hausse de la TIPP au premier janvier 2007 ont été plus que compensées par la baisse du prix du pétrole. L'inflation énergétique se situait à nouveau en dessous de zéro au mois de février 2007 (-0,9 %, cf. tableau 1).

Sous les hypothèses d'un cours de baril de Brent à 55 dollars et d'un taux de change à 1,30 dollar pour un euro sur le reste du premier semestre, le glissement annuel des prix des produits énergétiques déclinerait jusqu'à -4,2 % en juin (cf. tableau 1 et graphique 1).

Les prix de l'électricité et du gaz resteraient quant à eux stables sur la période de prévision, la révision des prix du gaz de ville ne devant pas intervenir avant juillet 2007.

Les prix à la consommation

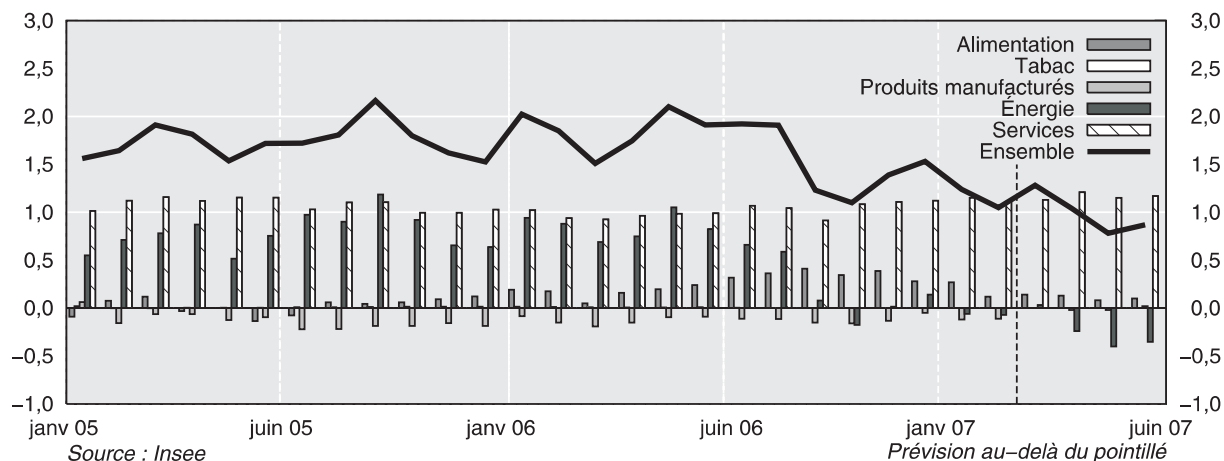
Regroupements IPC (pondérations 2007)	Glissements annuels					Moyennes annuelles	
						évolution en %	
	fév. 2006	juin 2006	déc. 2006	fév. 2007	juin 2007	2005	2006
Alimentation (16,6 %)	1,1	1,4	1,7	0,7	0,6	0,1	1,6
Tabac (1,8 %)	0,6	0,5	0,2	0,2	0,0	0,5	0,3
Produits manufacturés (31,4 %)	-0,5	-0,3	-0,1	-0,3	0,0	-0,5	-0,3
Énergie (7,9 %)	10,7	10,1	1,7	-0,9	-4,2	10,1	6,5
dont : produits pétroliers (4,8 %)	15,3	11,6	-0,4	-4,4	-7,3	15,3	6,8
Services (42,3 %)	2,3	2,4	2,7	2,7	2,8	2,6	2,5
dont : loyers-eau (7,4 %)	3,7	3,5	3,8	3,7	3,5	3,7	3,6
services de santé (5,2 %)	1,0	2,7	3,5	3,6	1,5	1,0	2,5
transports-communications (5,0 %)	-2,6	-2,1	-0,3	0,3	1,8	1,0	-1,9
autres services (24,7 %)	3,0	2,9	2,7	2,6	3,1	3,0	2,9
Ensemble (100 %)	1,9	1,9	1,5	1,0	0,9	1,8	1,6
Ensemble hors énergie (92,1 %)	1,1	1,2	1,5	1,2	1,4	1,0	1,3
Ensemble hors tabac (98,2 %)	1,8	2,0	1,5	1,1	0,9	1,7	1,7
Inflation sous-jacente (60, 9%)⁽¹⁾	0,8	1,1	1,4	1,4	1,4	1,0	1,2
Ensemble IPCH	2,0	2,2	1,7	1,2	1,1	1,9	1,9

■ Prévision

(1) Indice hors tarifs publics et produits à prix volatils, corrigé des mesures fiscales.

Source : Insee

DÉCOMPOSITION DE L'INFLATION EN FRANCE contributions des grands postes



L'inflation des produits alimentaires se stabiliserait

La douceur exceptionnelle des températures fin 2006 et début 2007 a entraîné une baisse du glissement annuel des prix des produits frais (notamment celle des légumes), qui s'est retranscrite dans l'évolution de l'inflation alimentaire. Cette dernière est passée de 2,1 % en octobre à 0,7 % en février 2007 (cf. tableau 1).

Le glissement annuel des produits alimentaires devrait se stabiliser autour de +0,7 % jusqu'au début du printemps. Les effets retardés de la hausse des prix des matières premières alimentaires importées à la fin de l'année 2006 compenseraient les effets de diffusion de la baisse des prix énergétiques. L'inflation alimentaire diminuerait légèrement en fin de premier semestre en raison d'une hausse inhabituelle des prix des fruits et légumes frais intervenue en mai 2006. Les prix de la composante « alimentaire hors produits frais » connaîtraient de leur côté un glissement annuel relativement stable autour de +0,8 % au cours du premier semestre. La modération des prix de la grande distribution, sous l'effet notamment de la réforme de la loi Galland, continuerait de se faire sentir. Les prix pratiqués par la grande distribution devraient ainsi, comme en 2006, continuer de croître à un rythme inférieur, de près d'1 %, à ceux des autres formes de commerce.

L'inflation des produits manufacturés serait proche de zéro

Le glissement annuel des prix des produits manufacturés s'est redressé de -0,5 % en octobre à -0,1 % en décembre 2006 (cf. tableau 1 et graphique 1). L'augmentation du prix des automobiles en est la principale cause.

Début 2007, l'inflation des produits manufacturés s'est à nouveau orientée à la baisse en raison de soldes dans l'habillement et chaussures plus marquées que l'année précédente au mois de janvier (cf. tableau 1 et graphique 1). Les commerçants ont été plus nombreux à pratiquer plusieurs périodes de démarque de façon à écouler leurs stocks d'inventaires accumulés en automne et pendant les fêtes du fait d'une météo particulièrement clémente.

Par la suite, le glissement annuel des prix des produits manufacturés remonterait légèrement (0,0 % en juin). L'accélération récente des prix à la production dans l'industrie manufacturière associée au plafonnement des prix des matières premières industrielles importées expliqueraient la légère remontée du glissement en fin de semestre.

La progression des prix des services resterait contenue

À la fin de l'année 2006, le glissement annuel des prix des services s'est légèrement accru (cf. graphique 1). Cette modeste hausse est due principalement aux prix des services des télécommunications, dont le glissement annuel est passé de -1,6 % en octobre à -0,3 % en décembre.

Après un redressement à 2,9 % en avril, le glissement annuel des prix des services devrait revenir un peu au-dessus de son niveau de la fin de l'année 2006 (cf. graphique 1). Cette légère baisse serait principalement dictée par une sortie de glissement d'une revalorisation des honoraires de consultations chez les médecins en mai 2006⁽¹⁾, en partie compensée par une légère accélération des prix dans le secteur « hôtellerie et restauration » consé-

(1) Cette augmentation ne devrait pas être reconduite sur la période de prévision. La hausse de 2 euros de la consultation chez un généraliste, demandée par la profession, n'a pas été acceptée par l'assurance maladie.

cutive à la réforme du régime des heures supplémentaires⁽²⁾. Dans les autres secteurs, les évolutions salariales seraient relativement proches de celles de l'année dernière (cf. «fiche Salaires»), ce qui conduirait le glissement annuel des prix des services à se stabiliser autour de 2,8 % en fin de semestre.

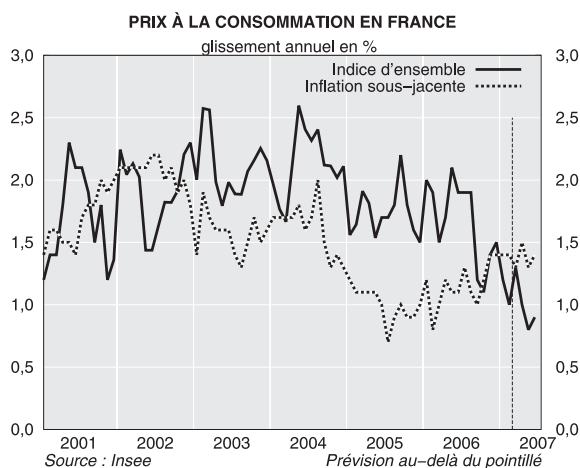
La chute de l'inflation énergétique tirerait vers le bas l'inflation d'ensemble

Alors que l'inflation sous-jacente s'établirait à +1,4 % en juin 2007, le glissement annuel de l'indice d'ensemble baisserait quant à lui, de +1,5 %

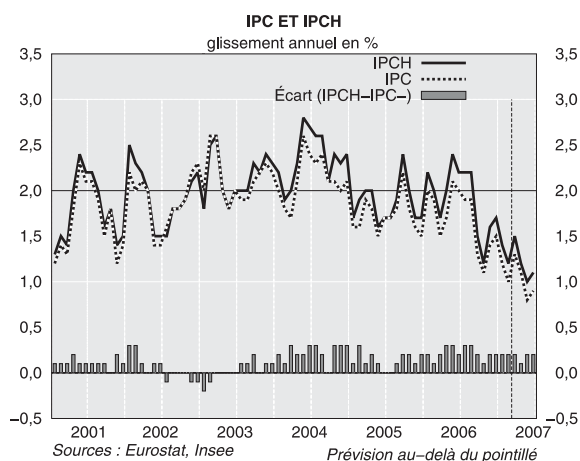
en décembre 2006 à +0,9 % en juin 2007 (cf. graphique 2), en lien avec l'évolution de la composante énergétique.

Enfin, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) suivrait une évolution à la baisse similaire à celle de l'indice des prix à la consommation (IPC), passant de +1,7 % en décembre à +1,1 % en juin 2007 (cf. graphique 3). ■

2



3



(2) Après que le Conseil d'État a annulé en octobre 2006 le volet temps de travail de l'accord de juillet 2004 qui permettait notamment de généraliser les 39 heures et de supprimer le SMIC hôtelier, une nouvelle négociation de branche s'est engagée. Elle a débouché sur un nouveau cadre social applicable dès le 1^{er} mars accordant en particulier la majoration des heures effectuées à partir de la 36^e.

Emploi

En 2006, 252 000 emplois ont été créés dans l'ensemble de l'économie française. Cette hausse de l'emploi a été largement soutenue par l'accélération des créations d'emplois dans les secteurs marchands. Elle a également bénéficié d'une évolution toujours dynamique dans les secteurs non marchands, où l'emploi aidé a progressé.

En 2007, la bonne orientation de la croissance permettrait à l'emploi total de gagner 112 000 postes au premier semestre. Environ 85 000 postes salariés seraient créés dans les secteurs marchands non agricoles, dans le prolongement de la dynamique de l'année 2006 (+160 000 sur l'ensemble de l'année). Les secteurs de la construction et des services demeureraient porteurs, tandis que l'industrie continuerait à détruire des emplois. Dans les secteurs non marchands, le stock d'emplois aidés serait en légère diminution en première partie d'année.

La dynamique de l'emploi salarié se prolongerait

L'emploi salarié des secteurs principalement marchands hors agriculture a continué d'accélérer en 2006 : après 88 000 postes en 2005, ces secteurs ont créé 160 000 emplois en 2006. Ce dynamisme est à relier à la meilleure tenue de l'activité depuis fin 2005 mais aussi à une certaine modération des gains de productivité apparente. Après un fléchissement à +1,2 % en 2005, les gains de productivité ont certes accéléré à 1,4 % en 2006. Mais ils restent encore un peu en deçà de la tendance enregistrée depuis le milieu des années 90 (cf. graphique 1).

Les perspectives d'activité étant encore relativement favorables début 2007, l'emploi salarié marchand conserverait son élan et gagnerait 85 000 postes sur le premier semestre (cf. graphique 2 et tableau 1)⁽¹⁾. L'impact des contrats aidés (principalement contrats en alternance, contrats initiative emploi et revenu minimum d'activité marchand) sur l'évolution de l'emploi serait quasiment nul.

La baisse de l'emploi salarié industriel se stabiliserait

Dans un contexte de reprise de l'activité (cf. fiche « Production »), l'industrie a perdu moins d'emplois que les années précédentes en 2006 (-65 000, contre -87 000 en 2005, cf. graphique 2). Après une amélioration progressive depuis le printemps 2005, l'opinion des chefs d'entreprise sur les effectifs prévus s'est stabilisée à l'hiver 2006/07 (cf. graphique 3). Cette stabilisation suggère qu'en première partie d'année 2007, les destructions d'emplois industriels devraient suivre le même rythme qu'à la fin 2006, compris entre -0,4 % à -0,5 % par trimestre : un peu plus de 30 000 emplois seraient ainsi supprimés au premier semestre.

L'emploi dans la construction continuerait de progresser

La construction a créé environ 55 000 emplois en 2006 (après +47 000 en 2005). Avec une hausse de 4,1 % sur l'ensemble de l'année, il s'agit de la plus forte progression depuis 2000. Les chefs d'entreprise de ce secteur restent optimistes sur la période récente, cette dynamique ne devrait donc pas être remise en question à l'horizon de la

(1) En 2005 et 2006, respectivement 280 000 et 510 000 intentions d'embauche en CNE ont été déclarées. Les résultats de deux enquêtes menées conjointement par la Dares et l'Acoss ne permettent pas d'estimer précisément le nombre d'emplois créés par le dispositif, mais fournissent des informations utiles sur certains des mécanismes en jeu. D'une part, les taux de rupture des embauches en CNE sont évalués entre 30 % à 40 % au cours des six premiers mois, et de 50 % au bout d'un an (à comparer à environ 20 % au bout de 6 mois pour les CDI et 35 % à 60 % pour les CDD selon la même enquête de la Dares). Compte tenu de ces taux de rupture estimés, le nombre de salariés en CNE aurait été d'environ 200 000 fin 2005 et d'environ 400 000 fin 2006. D'autre part, la part de ces emplois qui n'auraient pas été créés si le CNE n'avait pas existé serait comprise entre 8 % et 9 % selon les opinions déclarées par les employeurs et la part de ses emplois qui auraient été créés, mais plus tard, serait de 17 %. Si l'on tient compte de l'ensemble des informations disponibles, l'effet net correspondant serait estimé entre 5 000 et 15 000 emplois par trimestre en 2005 et 2006. Au premier semestre de 2007, si on prolonge la tendance récente des déclarations d'embauches observées jusqu'à aujourd'hui, l'effet net sur l'emploi du CNE devrait être compris entre 5 000 et 10 000. Ces estimations restent fragiles, puisque basées sur des opinions déclarées et sur un certain nombre d'hypothèses de calcul, et non sur une véritable évaluation ex post à partir de données microéconomiques.

mi-2007 (cf. graphique 3). En rythme trimestriel, la progression de l'emploi dans la construction serait donc de +0,9 % en première partie d'année. Environ 25 000 emplois supplémentaires seraient ainsi créés dans ce secteur à l'issue du premier semestre de 2007.

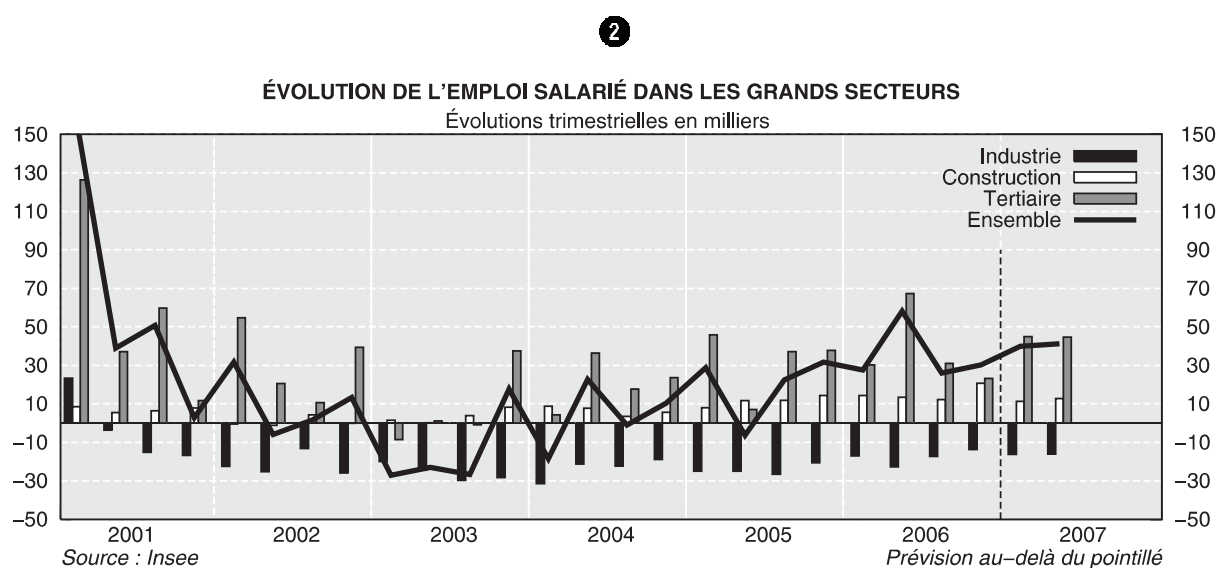
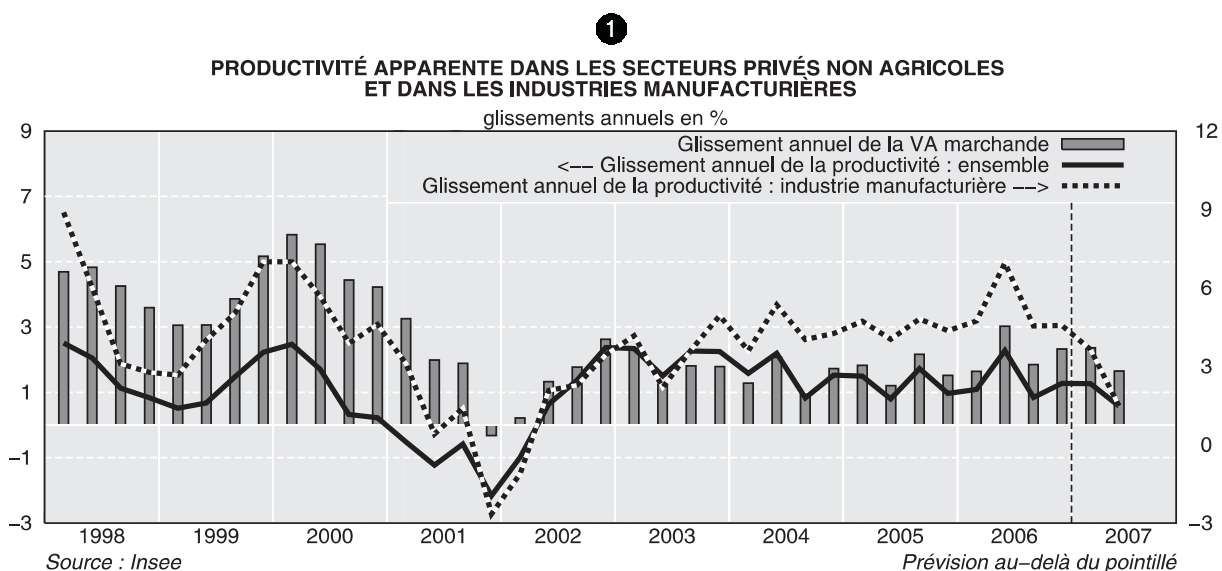
L'emploi du secteur tertiaire marchand resterait tiré par les services

Le secteur tertiaire marchand a créé 170 000 emplois en 2006, tiré par la forte progression de l'intérim et plus généralement par l'ensemble des services marchands. En 2007, le dynamisme des services se maintiendrait, comme en témoignent les réponses des chefs d'entreprise dans les dernières enquêtes de conjoncture (cf. graphique 3). Environ 75 000 emplois seraient ainsi créés dans ce secteur au premier semestre (soit +0,6 % à +0,7 % par trimestre). Dans le même temps, l'em-

ploi dans le commerce resterait sur ses rythmes de progression usuels (de +0,1 % à +0,2 % par trimestre). Au total, les créations d'emplois dans le secteur tertiaire marchand s'inscriraient sur un rythme compris entre +0,4 % et +0,5 % par trimestre au cours du premier semestre de 2007, soit 93 000 postes supplémentaires sur l'ensemble du semestre (cf. graphique 2).

La hausse de l'emploi salarié dans les secteurs non marchands se poursuivrait

Dans le secteur non marchand, l'emploi salarié a augmenté de 1,2 % en glissement annuel en 2006, après +0,8 % en 2005. Au premier semestre de 2007, l'emploi hors dispositifs d'aide conserverait sa dynamique, mais la contribution nette des emplois aidés (principalement contrat d'avenir et con-



trat d'accompagnement vers l'emploi) cesserait d'être positive, les dispositifs du plan de cohésion sociale entrant en rythme de croisière.

L'emploi privé des secteurs non marchands, y compris emploi aidé, a progressé de 32 000 postes en 2006. Cette tendance se prolongerait au début de l'année 2007, si bien que 18 000 emplois seraient créés dans ces secteurs au premier semestre.

L'emploi aidé a contribué positivement à la création d'emplois dans les secteurs non marchands en 2006 (cf. tableau 2). En effet, les entrées dans les contrats mis en place mi-2005 par le plan de cohésion sociale (contrat d'avenir, contrat d'accompagnement vers l'emploi) ont été supérieures aux sorties globales des dispositifs aidés non marchands (CAE, CAV mais aussi celles des anciens contrats - CES, CEC, contrats jeunes). À la fin du mois de décembre 2006, 346 000 entrées ont été observées en CAE et en CAV, soit légèrement plus que ce qui était prévu en début d'année.

Un effet net légèrement négatif sur l'emploi est en revanche anticipé au premier semestre de 2007 (- 11 000) : malgré les presque 150 000 entrées

prévues au premier semestre de 2007, les sorties des CAE et CAV signés en 2005 et en 2006 seraient en effet plus nombreuses, ces dispositifs atteignant leur rythme de croisière. Parallèlement, l'emploi non marchand hors dispositifs d'aide continuerait d'être dynamique. Au total, la hausse de l'emploi salarié dans les secteurs non marchands se poursuivrait donc, quoique sur un rythme un peu moins soutenu que fin 2006 (+24 000 sur le semestre).

L'emploi total resterait dynamique au premier semestre de 2007

En 2006, l'emploi total a été dynamique, avec une progression de 252 000, contre +160 000 l'année précédente. En première partie d'année 2007, l'emploi total resterait bien orienté, avec +112 000 emplois créés. ■

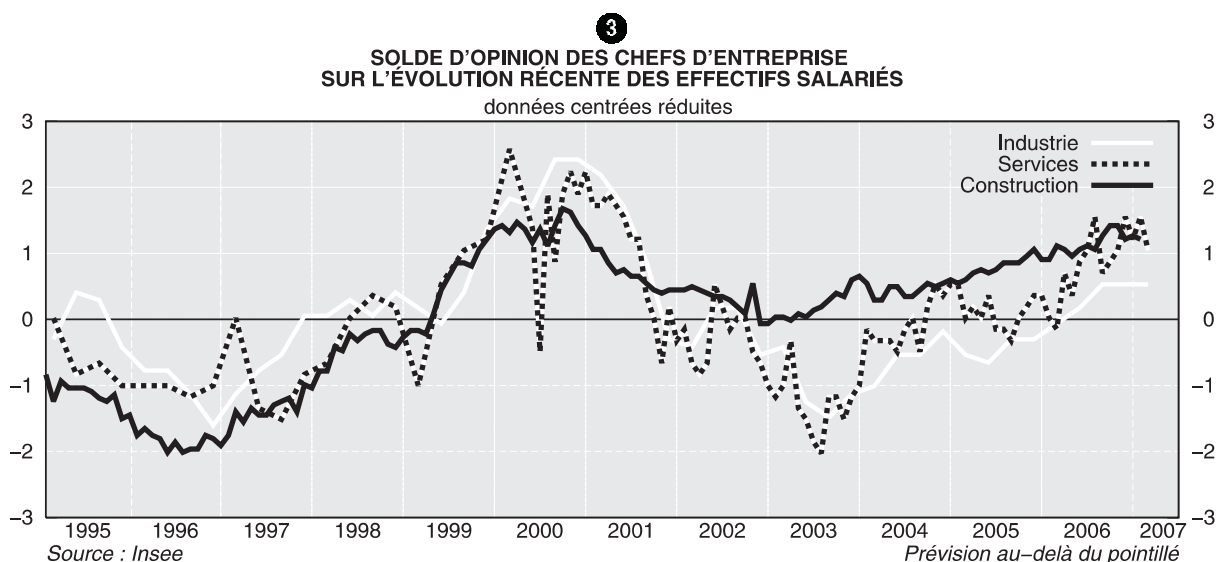


Tableau 1
Évolution de l'emploi

	Glissements trimestriels taux d'évolution en % - CVS										Glissements annuels taux d'évolution en % - CVS			Niveaux de fin d'année en milliers - CVS		
	2005				2006				2007		2004	2005	2006	2004	2005	2006
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.						
Salariés des secteurs concurrentiels (1)+(2)	0,2	0,0	0,2	0,2	0,2	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,7	1,1	17409	17526	17718
Salariés des secteurs principalement marchands * (1)	0,2	0,0	0,2	0,2	0,2	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,6	1,0	15442	15531	15691
Industrie :	-0,7	-0,6	-0,6	-0,5	-0,4	-0,5	-0,4	-0,4	-0,4	-0,5	-2,3	-2,2	-1,7	3 868	3 782	3 716
dont :																
Industries agro-alimentaires	-0,2	-0,6	-0,2	-0,2	-0,1	-0,4	-0,3	-0,3	-0,2	-0,2	-1,8	-1,2	-1,0	572	565	559
Énergie	-0,2	-0,3	-0,2	-0,4	0,2	-0,3	-0,5	-0,3	-0,2	-0,2	0,4	-1,1	-0,8	237	235	233
Industrie manufacturière	-0,8	-0,6	-0,7	-0,5	-0,5	-0,5	-0,5	-0,4	-0,5	-0,5	-2,6	-2,5	-1,9	3 059	2 982	2 924
Construction	0,6	0,8	1,0	1,1	1,0	0,9	1,1	1,0	0,9	0,9	2,0	3,6	4,1	1 304	1 351	1 406
Tertiaire essentiellement marchand	0,5	0,1	0,3	0,3	0,3	0,6	0,4	0,3	0,4	0,5	1,0	1,2	1,6	10270	10398	10569
dont :																
Commerces	0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,4	0,7	3 014	3 026	3 047
Transports	0,0	-0,2	-0,3	0,4	0,3	0,1	0,3	0,0	-0,1	0,2	0,0	-0,2	0,7	1 067	1 066	1 074
Services marchands (y compris intérim)	0,8	0,1	0,6	0,5	0,3	1,1	0,6	0,4	0,6	0,7	1,6	2,1	2,4	5 469	5 581	5 714
Activités financières	0,3	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3	0,9	0,5	0,5	1,0	0,7	1,2	720	725	734
Salariés des établissements privés des secteurs principalement non marchands (2)	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	2,0	1,5	1,6	1 967	1 996	2 027
	Glissements semestriels prévus taux d'évolution en % - CVS										Glissements annuels taux d'évolution en % - brut			Niveaux de fin d'année en milliers - brut		
	2005		2006		2007		2004	2005	2006	2004	2005	2006	2004	2005	2006	
	S1	S2	S1	S2	S1											
Tertiaire principalement non marchand (y compris établissements privés)	0,6	0,6	0,3	0,5	0,8	1,2	6 810	6 863	6 947					
EMPLOI TOTAL	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	1,0	24712	24871	25123					

■ Prévision

* Secteurs EB-EP

Note de tableau : L'emploi dans les secteurs principalement marchands a augmenté de 1,0 % en 2006, pour atteindre un niveau de 15 691 000 au 31 décembre 2006. Il progresserait de 0,3 % chaque trimestre au cours de la première moitié de 2007.

Source : Insee

Tableau 2 :
Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés (estimations)

	2002	2003	2004	2005	2006	S1 2007
Contrats Emploi Solidarité	-5	-19	-15	-89	-21	-
Contrats Emploi Consolidés	-1	-18	-25	-35	-34	-6
Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi	-	-	-	121	46	-16
Contrat d'Avenir	-	-	-	15	60	24
Contrats Emploi-jeunes	-3	-65	-55	-32	-30	-13
CIVIS	-	-	1	-1	-	-
RMA non marchand	-	-	1	-1	-	-
Total	-10	-102	-92	-22	20	-11

Chômage

À la fin janvier 2007, le taux de chômage au sens du bureau international du travail (BIT), tel qu'il est aujourd'hui estimé, est en baisse par rapport à son point haut du printemps 2005, à 8,5 % de la population active. En 2006, la décreue du chômage a été la plus forte pour les chômeurs âgés de 25 ans et plus. La baisse du chômage devrait se poursuivre au premier semestre de 2007 (à 8,2 % en juin).

Le niveau du chômage au sens du BIT actuellement calculé par l'Insee et par conséquent sa prévision sont plus fragiles qu'à l'accoutumée car le « recalage » des chiffres de chômage mensuel sur les données annuelles fournies par l'enquête Emploi, qui a lieu habituellement au mois de mars, a dû être reporté cette année à l'automne.

Une baisse du chômage en 2006 dont l'ampleur exacte est incertaine

En 2006, le nombre de chômeurs au sens du bureau international du travail (BIT), tel qu'il est aujourd'hui évalué par l'Insee à partir des chiffres de l'ANPE, a diminué pour s'établir à 2,35 millions de personnes à la fin de l'année (2,34 millions fin janvier 2007). Cette baisse a principalement concerné les plus de 25 ans : alors que la baisse du nombre de chômeurs est estimée à 12 % pour les adultes et seniors, elle n'est que 5 % pour le nombre de chômeurs de moins de 25 ans.

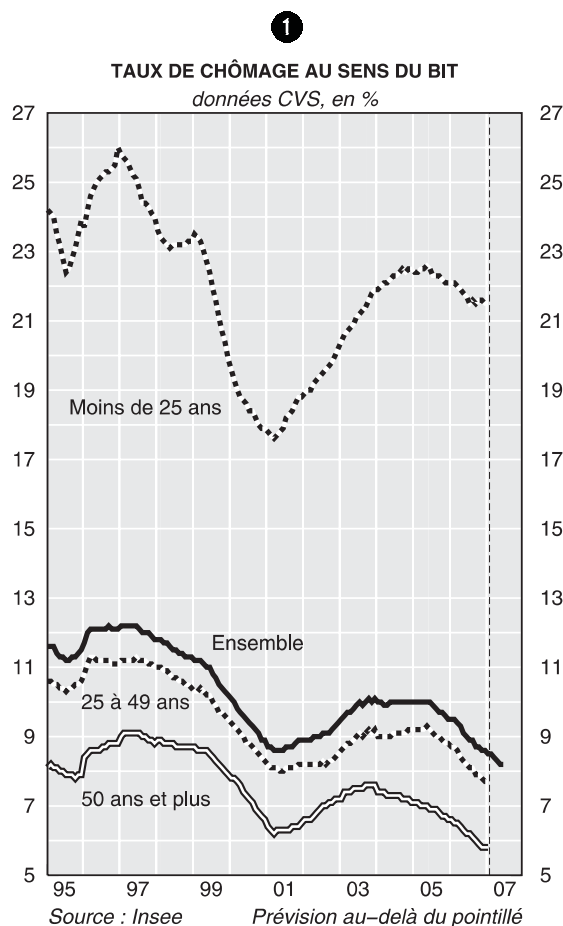


Tableau 1
Taux de chômage au sens du BIT

en %

	Taux en fin de période, CVS													
	2004				2005				2006				2007	
	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T.	2 ^e T.
Ensemble	9,9	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	9,7	9,5	9,4	9,0	8,7	8,6	8,4	8,2
Moins de 25 ans	22,1	22,3	22,5	22,5	22,5	22,5	22,3	22,1	22,0	21,7	21,5	21,5	-	-
25 à 49 ans	9,0	9,1	9,1	9,2	9,2	9,2	9,0	8,8	8,6	8,2	7,9	7,7	-	-
50 ans et plus	7,4	7,3	7,2	7,1	7,0	6,9	6,8	6,6	6,5	6,2	6,0	5,8	-	-

■ Prévision
Source : Insee

Tableau 2
Bouclage de la population active

CVS, en milliers

	Glissements annuels			Glissements semestriels								
	2004	2005	2006	2003		2004		2005		2006		2007
				1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.
(1) Population active tendancielle	108	67	29	60	55	58	49	39	28	17	13	8
(2) Effets de flexion conjoncturels	2	19	41	-23	-10	4	-2	1	17	23	18	15
(3a) Effet de retraites anticipées	-85	-60	-40	0	0	-46	-39	-28	-32	-30	-10	-13
(3b) Effet stages et préretraites	14	24	0	10	2	11	3	17	7	9	-9	-2
(4) Offre de travail potentielle = (1)+(2)+(3a)+(3b)	39	50	30	51	54	27	12	29	20	19	11	8
(5) Emploi total	107	159	252	-37	0	31	76	53	105	133	119	112
<i>dont : Emploi salarié EB-EP</i>	31	88	160	-48	-4	6	25	29	59	87	73	85
<i>Emploi non marchand aidé (public et privé)</i>	-92	-22	20	-47	-55	-60	-32	-24	1	5	15	-11
<i>Emploi EQER privé (y compris contrats aidés)</i>	39	29	32	14	12	19	20	13	15	15	17	18
(6) Chômeurs BIT	-16	-123	-272	151	65	-29	13	-7	-116	-152	-121	-103
(7) Population active observée	91	35	-20	114	64	2	89	46	-11	-19	-1	9
(8) Déficit de bouclage = (7)-(4)	52	-14	-50	64	10	-26	78	17	-31	-38	-13	0

■ Prévission

Source : Insee

N.B. : l'emploi total présenté ici est corrigé des variations saisonnières. Ces données ne sont donc pas identiques à celles de la fiche «Emploi», qui sont des données brutes en fin d'année.

Les chiffres du chômage actuellement calculés par l'Insee sont toutefois provisoires. En effet, la méthodologie d'estimation du chômage au sens du BIT utilise, pour le profil mensuel d'évolution de la série, les données sur les demandeurs d'emploi en fin de mois des catégories 1, 2 et 3 n'ayant pas effectué d'activité réduite dans le mois (DEFM123HAR⁽¹⁾), issues des données de l'ANPE. Ces données de nature administrative peuvent être affectées par des changements de pratique de l'ANPE (cf. en particulier le document présenté au Cnis par la Dares du ministère de l'emploi et des affaires sociales⁽²⁾) et ne permettent de toute façon pas d'appréhender exactement le chômage au sens du BIT (on peut être demandeur d'emploi au sens de l'ANPE sans être chômeur BIT et on peut être chômeur BIT sans être demandeur d'emploi au sens de l'ANPE). Il est donc nécessaire de les

«recaler», ce qui est fait à partir de l'enquête Emploi. Celle-ci est en effet la seule source capable d'appréhender rigoureusement le chômage selon le cadre conceptuel défini par le BIT. Habituellement, ce recalage s'effectue au mois de mars, au moment de la publication des résultats de l'enquête Emploi pour l'année précédente. En raison de difficultés techniques⁽³⁾, il n'aura cette année lieu qu'à l'automne.

Le taux de chômage devrait de nouveau baisser au premier semestre 2007

Les évolutions prévues de l'emploi et de la population active à court terme laissent anticiper une poursuite de la baisse du chômage (cf. tableaux 1 et 2). Avant recalage sur l'enquête Emploi, celui-ci serait de 8,2 % fin juin 2007 (cf. graphique 1). ■

(1) Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégorie 1 (respectivement 2 et 3) sont des personnes sans emploi, immédiatement disponibles (notamment les personnes qui exercent ou ont exercé au cours du mois précédent une activité occasionnelle ou réduite n'excédant pas 78 heures par mois), à la recherche d'un emploi à durée indéterminée et à temps plein (respectivement à durée indéterminée et à temps partiel, à durée déterminée temporaire ou saisonnier). Parmi eux, certains n'ont pas exercé d'activités réduites : il s'agit des « DEFM123HAR » (demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 2 et 3 hors activité réduite).

(2) Diaporama Dares disponible sur le site du Cnis (http://www.cnis.fr/ind_actual.htm).

(3) Décrites dans un diaporama Insee disponible sur le site du Cnis (http://www.cnis.fr/ind_actual.htm).

Encadré : Quelle population active à court terme ?

L'exercice de « bouclage » du marché du travail, qui consiste à mettre en cohérence les évolutions du chômage, de l'emploi et de la population active, utilise une population active dite *tendancielle*. Cette dernière traduit, sur le passé, les grandes tendances sur moyenne période des comportements d'activité des différents sous-groupes de la population en âge de travailler, et, en prévision, une extrapolation de ces tendances.

Une population active tendancielle difficile à estimer à court terme

L'Insee a publié à l'été 2006 de nouvelles projections de population active à l'horizon 2050. Ces projections se fondent sur les grandes tendances d'évolution à long terme de la démographie et des comportements d'activité, avec notamment une hausse prévue de l'activité des seniors dans le cadre des diverses réformes de retraites.

Ces projections doivent être utilisées avec précaution pour estimer une prévision d'évolution de population active tendancielle à court terme. À l'horizon de quelques années, une telle prévision est en effet très sensible à la manière et à la vitesse dont les comportements d'activité évoluent. En 2006 et 2007, une forte incertitude pèse notamment sur le rythme de montée en charge des réformes des retraites de 1993 et 2003, c'est-à-dire sur la manière dont les seniors s'adaptent actuellement aux nouvelles incitations générées par ces réformes. Quelle est la proportion de seniors qui retardent leur âge de départ en retraite ? Quelle est la proportion de ceux qui au contraire partent plus tôt, avant d'avoir atteint le taux plein, en profitant de dispositifs tels que la retraite anticipée ?

Cette incertitude représente un aléa à la baisse par rapport au rythme prévu par les projections publiées par l'Insee en 2006, qui font l'hypothèse d'une adaptation immédiate des

comportements aux nouvelles incitations créées par les réformes des retraites. Compte tenu de cette incertitude, ces projections ne sont pas utilisées dans la présente note de conjoncture, qui conserve de ce fait l'hypothèse de population active tendancielle utilisée jusqu'à maintenant. Des travaux supplémentaires devraient permettre de préciser à l'avenir le rythme d'évolution des taux d'activité des seniors, et donc l'évolution de la population active tendancielle en 2006 et 2007.

Des écarts parfois importants entre tendance de long terme et population active observée

Par nature, la population active tendancielle diffère de la population active observée. Cette dernière fluctue en effet autour de sa tendance de long terme, les personnes modifiant leur offre de travail notamment en fonction de l'état de la conjoncture ou des incitations fournies par certains dispositifs publics (stages, etc). Ces fluctuations de court terme peuvent être partiellement modélisées et estimées : c'est ce qui est capté par l'offre de travail potentielle.

Il subsiste toujours un écart entre cette population active potentielle et l'observée. Cet écart est traditionnellement appelé « défaut de bouclage ». Il est en moyenne nul sur le long terme, mais peut être très élevé certaines années, comme cela a été le cas par le passé (par exemple, -156 000 en 1994 et +136 000 en 2002). En 2006, il devra être réapprécié une fois que les estimations du chômage et donc de la population active seront stabilisées.

Cet écart retrace les incertitudes qui affectent la modélisation de la population active potentielle, mais aussi les erreurs de mesure éventuelles sur l'une ou l'autre des composantes de la population active observée (emploi ou chômage). ■

Salaires

En 2006, le salaire moyen par tête (SMPT) du secteur concurrentiel non agricole aurait progressé de 3,3 %. Cette accélération par rapport à 2005 (+2,8 %) tiendrait essentiellement à une évolution plus favorable de l'activité, propice au versement de primes notamment, et à une amélioration de la situation sur le marché de l'emploi. Le contexte restant porteur au premier semestre de 2007, le SMPT conserverait la dynamique enregistrée en seconde partie d'année 2006.

En termes réels, le SMPT a également davantage augmenté en 2006 (+1,6 %) qu'en 2005 (+1,0 %), profitant d'une inflation plus modérée. Le ralentissement des prix devrait progressivement freiner la progression nominale des salaires, mais début 2007, le SMPT réel continuerait de bénéficier du tassement des prix et présenterait un acquis de croissance de +1,5 % à la fin du premier semestre.

En 2006, le SMPT des administrations publiques a crû de 1,7 %, à la suite notamment des revalorisations indiciaires intervenues dans le courant de l'année (+0,5 %), ainsi qu'en 2005 (+1,8 %). À l'issue du premier semestre de 2007, compte tenu des bonifications indiciaires intervenues en février (+0,8 %), l'acquis de revalorisation serait de 1,3 % en euros courants.

L'accélération du salaire par tête en 2006...

Le salaire mensuel de base (SMB) a crû à un rythme identique en 2006 et en 2005 (+2,8 %). La hausse du SMIC a certes été moindre en 2006 qu'en 2005, dernière année où prévalait le système de revalorisation prévu par la loi dite « Fillon » (+3,0 %, contre +5,5 %). Mais cette moindre progression du SMIC a été compensée par l'effet de

Évolution du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole et dans les administrations publiques

(Données CVS / moyenne trimestrielle)

Données CVS	Moyennes trimestrielles						Moyennes annuelles		
	2006				2007		2005	2006	2007 acquis
	1 ^{er} T	2 ^e T.	3 ^e T.	4 ^e T.	1 ^{er} T	2 ^e T.			
Salaire moyen par tête (SMPT)									
- dans le secteur marchand non agricole (SMNA) ⁽¹⁾	1,4	0,2	0,3	1,1	1,1	0,4	2,8	3,3	2,5
- dans les administrations publiques (APU) ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	2,1	1,7	-
Indice des prix à la consommation	0,4	0,6	0,4	-0,1	0,3	0,3	1,8	1,7	0,9
SMPT réel (SMNA)	1,0	-0,4	-0,1	1,2	0,9	0,1	1,0	1,6	1,5
SMPT réel (APU)	-	-	-	-	-	-	0,2	0,1	-

■ Préviation

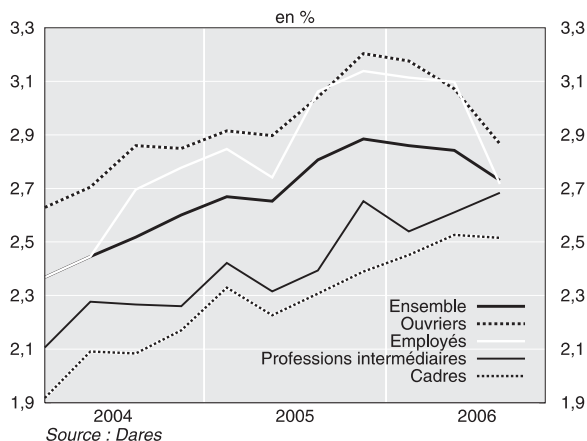
(1) Le SMPT tient compte de la dynamique propre aux salaires des très petites entreprises, des variations des primes et des heures supplémentaires, et intègre également les effets de structure.

(2) Le SMPT des APU tient compte de l'ensemble de l'évolution de la rémunération des agents, en particulier des mesures catégorielles, des promotions individuelles et des effets de structure.

Source : Insee

1

GLISSEMENTS ANNUELS DU SALAIRE MENSUEL DE BASE (SMB) PAR CATEGORIES SOCIOPROFESSIONNELLES



l'amélioration du marché du travail sur les négociations salariales. La hausse du SMB est cependant restée plus forte chez les ouvriers (+2,9 % en glissement annuel au troisième trimestre, cf. graphique 1) que chez les cadres (+2,5 %).

Alors que la progression du SMB s'est maintenue entre 2005 et 2006, le salaire moyen par tête a accéléré l'année dernière (+3,3 %, contre 2,8 % en 2005, cf. graphique 2) : le rebond de la croissance aurait notamment favorisé l'augmentation des primes. La distribution de bonus a en particulier été conséquente au premier trimestre pour les salariés travaillant dans les services financiers. Sur l'ensemble de l'année, l'industrie serait toutefois restée, devant le tertiaire, le secteur dans lequel la croissance du SMPT aurait été la plus élevée, et ce en dépit d'une évolution ralentie dans l'aéronautique en milieu d'année. Malgré une conjoncture favorable, la hausse du salaire par tête aurait été plus faible dans la construction.

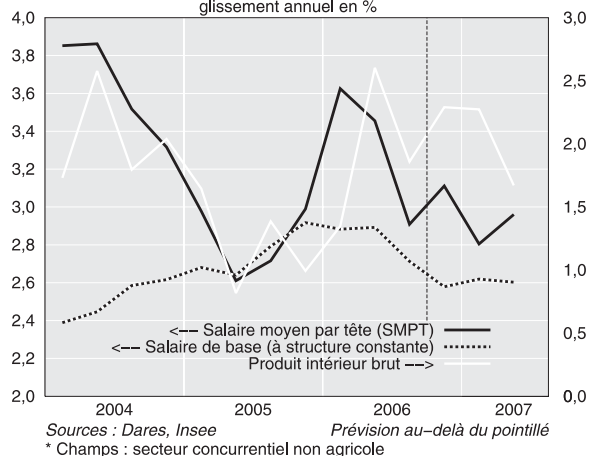
Comme l'inflation a légèrement fléchi en 2006, l'accélération, l'année dernière, du salaire par tête en euros courants est plus marquée encore sur l'ensemble du secteur concurrentiel non agricole en termes réels (+1,6 % en 2006, contre +1,0 % en 2005).

...se prolongerait début 2007

En première partie d'année 2007, le SMB conserverait sa dynamique. Il resterait notamment soutenu par l'orientation favorable du marché du travail (cf. fiches « *Emploi* » et « *Chômage* »). À cette progression s'ajouterait l'effet toujours positif de l'acti-

2

SMPT*, SALAIRE DE BASE ET PIB



vitité sur la distribution de compléments de rémunération. Le SMPT présenterait ainsi un acquis de +2,5 % à l'issue du premier semestre de cette année (+1,5 % en termes réels).

Depuis 2005, les revalorisations indiciaires participent à la hausse du salaire moyen par tête des administrations publiques

Les revalorisations indiciaires de l'année 2005 (+1,8 % au total) ont permis au SMPT des administrations publiques de bénéficier au premier janvier 2006 d'un acquis de revalorisations de 1,0 %. L'indice de la fonction publique a ensuite été revalorisé de 0,5 % au premier juillet et un point uniforme a été attribué le premier novembre à l'ensemble des fonctionnaires de l'État. À ces mesures générales, se sont ajoutées les revalorisations de l'indice minimum de la fonction publique (5 points au total) et les bonifications indiciaires attribuées aux agents de catégorie A et B plafonnant plus de 5 ans au sommet de leur grille. Au total, ces dispositions auraient participé à la hausse de 1,7 % du salaire moyen par tête des Administrations publiques (APU) en 2006 (après +2,1 % en 2005). En termes réels, le SMPT serait resté quasi stable en 2006 (+0,1 %), comme en 2005 (+0,2 %).

En ajoutant aux revalorisations de 2006 la hausse du point de fonction publique de 0,8 % au premier février 2007 (0,5 % initialement prévue dans la loi de finances plus 0,3 % accordé après concertation avec les syndicats), le SMPT des APU enregistrerait un acquis de revalorisation de +1,3 % à l'issue du premier semestre de cette année. ■